

ROYAUME DU MAROC

\*\*\_\*\*\_\*\*\_\*\*\_\*\*

OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL N° 285/2025

Le **30 janvier 2026 à 10h00**, il sera procédé, dans les bureaux de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres national sur offres de prix n° **285/2025** pour :

**Mesure d'impact du semestre 5 sur les trajectoires post-formation des lauréats.**

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics accessible à l'adresse [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma).

L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée comme suit : **quatre cent trente-neuf mille quatre cent quarante dirhams (439 440,00 DH) en TTC.**

Le cautionnement provisoire est fixé comme suit : **six mille cinq cent quatre-vingt-douze dirhams (6 592.00 DH).**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du décret relatif aux marchés publics.

Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de consultation

Ust



المملكة المغربية  
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل  
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح وطني  
رقم 2025/285

في يوم 30 يناير 2026 على الساعة العاشرة صباحاً، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملنقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح وطني رقم 2025/285، لأجل قياس أثر الفصل الدراسي الخامس على مسارات الخريجين بعد انتهاء التدريب.

يوجب سحب ملف طلب العروض إلكترونياً من بوابة صفقات الدولة من العنوان الإلكتروني [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

تبلغ الكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع: أربعمائة وتسعة وثلاثون ألفاً وأربعمائة وأربعون درهماً (439 440,00) مع احتساب جميع الرسوم.

تبلغ الضمانة المؤقتة ستة آلاف وخمسمائة واثنتان وتسعون (6 592.00) درهماً.

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات البنود من 30 إلى 34 من المرسوم المنظم للصفقات العمومية.

ويجب على المتنافسين أن يرسلوا أظرفتهم إلكترونياً في بوابة الصفقات العمومية من العنوان الإلكتروني [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 6 من نظام الإستشارة



Ut

## مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la  
Promotion du Travail

# Dossier d'Appel d'Offres Ouvert National sur offres de prix

N°285/ 2025

### Objet :

**MESURE D'IMPACT DU SEMESTRE 5 SUR LES TRAJECTOIRES  
POST-FORMATION DES LAUREATS**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

.....

## Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE .....	4
ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	4
ARTICLE 4 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT DES CONCURRENTS .....	4
ARTICLE 05 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS .....	4
ARTICLE 6 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS .....	5
ARTICLE N°07 : ALLOTISSEMENT .....	7
ARTICLE 08 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS .....	7
ARTICLE 09 : PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE .....	7
ARTICLE 10 : OFFRE VARIANTE.....	7
ARTICLE 11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	7
ARTICLE 12 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS .....	8
ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	8
ARTICLE 15 : LANGUE DE L'OFFRE .....	9
ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE.....	9
ARTICLE 17 : PRIX PREFERENTIEL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	9
ARTICLE 18 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES .....	9
ARTICLE 19 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	9
ARTICLE 20 : EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES .....	10
ARTICLE 20 : SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	12
ARTICLE 21 : RESULTAT .....	12

**ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert national sur offres de prix ayant pour objet la sélection d'un prestataire pour une mission : « **Mesure d'impact du Semestre 5 sur les trajectoires post-formation des lauréats** ».

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°21, du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions conformes aux dispositions de l'article n°21 susmentionné et des autres articles du décret n°2-22-431 précité.

**ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT)**.

**ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article n°22 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a. Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales et techniques ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement (Annexe N°01) ;
- d. Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e. Le modèle de la déclaration sur l'honneur (Annexe N°02) ;
- f. Le présent règlement de la consultation.

**ARTICLE 4 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours (7 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

**ARTICLE 05 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n°27 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a. Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;

- b. Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- c. Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- d. Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prises conformément aux dispositions de l'article n°152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

## **ARTICLE 6 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS**

I. Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique, en sus d'une offre financière :

### **II. A- Le dossier administratif comprend :**

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - ✓ S'il s'agit d'un autoentrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - ✓ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
    - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
    - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
  - ✓ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
    - b. Une déclaration sur l'honneur, établie conformément au modèle joint en Annexe N°02.
    - c. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

**NB** : Le cautionnement doit être constitué de façon électronique et dématérialisé via le portail des marchés publics, et ce conformément aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

**N.B** : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

Au nom collectif du groupement ;

Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;

En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.



**Pour les groupements**, il y a lieu de produire :

- La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, et ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.
- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :
  - a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.  
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
  - b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
  - c. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
  - d. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

**La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

#### **B - Le dossier technique comprend :**

Le dossier technique comprend, tel que prévu à l'article 28, B.2 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023), en raison de leur nature et de leur importance, les pièces suivantes :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles le concurrent a participé, avec précision de la qualité de sa participation.
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées.

Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

**NB :** Les capacités technique sont appréciées comme suit : au moins deux attestations de références rapportant à des prestations similaires que celles objet du présent appel d'offres réalisées au cours des années 2019 à 2025 inclus et dont le montant représente au moins 50% de l'estimation TTC.

#### **C - L'offre financière comprend :**

- a. L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant



écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

***b. Le bordereau des prix - détail estimatif figurant dans le dossier d'appel d'offres.***

Les prix unitaires du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres ;

Les montants totaux du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix-détail estimatif le montant de ce dernier document prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

**ARTICLE N°07 : ALLOTISSEMENT**

Le présent appel d'offres concerne un marché en lot unique.

**ARTICLE 08 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n°32 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

Les dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des Finance chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics.

Le dossier présenté doit contenir trois enveloppes électroniques :

- a. **La première enveloppe électronique** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 7 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
- b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre technique
- c. **La troisième enveloppe électronique** contient l'offre financière

**ARTICLE 09 : PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE**

Les pièces devant constituer l'offre technique sont :

- La note de méthodologie et plan de travail indiquant les moyens humains et techniques proposés pour la réalisation du projet en précisant les avantages techniques qu'elle apporte (démarche, clarté, planning de déroulement de l'intervention, méthode de traitement et analyse des données ...) ;
- Liste des projets similaires réalisés ;
- Profil des experts (chef de projet et équipes du projet):
  - o CV dûment signés, diplômes et qualifications des experts d'équipes projet ;
  - o Expérience des experts en mesure d'impact et des études ;
  - o Compétences spécifiques de l'équipe projet munies des copies des diplômes et des attestations de travail et/ou de références.

**ARTICLE 10 : OFFRE VARIANTE**

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

**ARTICLE 11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément à l'alinéa 7 de l'article 22 du décret n° : 2-22-431 relatifs aux marchés publics, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans

ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres

## **ARTICLE 12 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

## **ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n°2-22-431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis doivent être transmis **exclusivement par voie électronique** via le portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret précité n° 2-22-431.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

## **ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander

Une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a. Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b. Les concurrents qui n'ont pas accepté la demande de prorogation ou n'ont pas répondu dans le délai imparti sont exemptés de leurs obligations envers le maître d'ouvrage, et leur caution provisoire est libérée dans les quarante-huit heures suivant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.
- c. Si aucun des concurrents n'a accepté la demande de prolongation ou n'a répondu dans le délai imparti, leur caution provisoire est libérée dans les quarante-huit heures suivant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans cette situation, la procédure est annulée.

#### **ARTICLE 15 : LANGUE DE L'OFFRE**

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Arabe ou Française.

#### **ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Pour le concurrent national, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirhams.

#### **ARTICLE 17 : PRIX PREFERENTIEL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Vu que les prestations objet du présent appel d'offres sont destinées uniquement à la formation professionnelle, il y a lieu de proposer des prix préférentiels pour l'éducation.

#### **ARTICLE 18 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES**

Le concurrent supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

#### **ARTICLE 19 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS**

Les offres des concurrents sont examinées conformément aux dispositions des articles 39, 41, 42, 43 et 44 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**ARTICLE 20 : EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES**

Les offres techniques des concurrents seront appréciées comme suit :

**1<sup>ère</sup> phase : Evaluation des offres techniques (note  $N_t$ ) notée sur 100 points :**

Une note technique  $N_t$  sur 100 est attribuée à chaque concurrent selon les critères précisés ci-après :

- **Qualification du bureau d'études soumissionnaire ( $N_t/65$ )**

Critères		Note à attribuer	Support d'évaluation
<b>Méthodologie proposée</b>		<b>/45</b>	
Proposition d'une méthodologie détaillée, pertinente et cohérente avec les termes de référence pour la réalisation de la prestation (/15)	absence de méthodologie ou totalement hors sujet ;	0	Méthodologie
	Méthodologie peu claire ou inadéquate par rapport aux termes de référence. Certains aspects de la mission peuvent être manquants ou traités de manière superficielle ;	2	
	Méthodologie généralement cohérente avec les termes de référence, mais pouvant présenter quelques faiblesses ou omissions mineures. La plupart des aspects de la mission sont abordés de manière satisfaisante, mais il peut y avoir quelques lacunes dans la démonstration d'intelligence des démarches à réaliser ;	7	
	Méthodologie solide et cohérente, parfaitement alignée avec les termes de référence. Tous les aspects de la mission sont traités de manière exhaustive et démontrent une compréhension approfondie. La démonstration d'intelligence des démarches à réaliser est bien présente et révèle une réflexion solide ;	10	
	Méthodologie à la fois totalement cohérente avec les termes de référence, traitant exhaustivement de tous les aspects de la mission et démontrant une parfaite intelligence des démarches à réaliser.	15	
Proposition d'un plan de travail clair et structuré (/15)	Aucun plan de travail ou plan complètement hors sujet, sans lien avec les objectifs ou les étapes de la mission.	0	Plan de travail
	Plan de travail très peu structuré, mal adapté ou flou. Les étapes clés sont absentes ou mal définies, sans cohérence logique.	2	
	Plan de travail acceptable, en partie structuré et en lien global avec la mission. Certaines étapes sont pertinentes, mais d'autres restent incomplètes ou peu hiérarchisées.	7	
	Plan de travail généralement clair, structuré et aligné avec les objectifs. Il couvre les grandes étapes, mais peut comporter des manques dans la précision ou l'enchaînement logique.	10	
	Plan de travail clairement structuré, hiérarchisé et complet, avec des étapes précises, logiquement enchaînées et parfaitement cohérentes avec les termes de référence.	15	
Proposition des outils de recueil et traitement proposés (/15)	Aucun outil ou méthode de recueil et de traitement proposé, ou hors sujet.	0	Liste des outils de recueil et traitement proposés
	Méthodes proposées très faibles ou inappropriées, sans justification.	2	
	Méthodes de recueil et outils de traitement généralement adaptés, avec une tentative de démonstration. Toutefois, des faiblesses apparaissent dans la justification des choix méthodologiques ou la maîtrise des outils statistiques.	7	
	Outils et méthodes pertinents et bien décrits, avec une démonstration correcte de leur utilité. Le traitement statistique est justifié, mais certaines limites ou simplifications sont présentes.	10	
	Outils de recueil et traitements exhaustifs, rigoureux et totalement adaptés à la mission, accompagnés d'une démonstration claire et convaincante de la pertinence des outils statistiques utilisés.	15	
<b>Références des projets réalisés</b>		<b>/20</b>	
Nombre des références (/10)	- Nombre d'attestations de référence des projets réalisés avec un montant d'au moins de 50% de l'estimation du cout de la présente prestation > 5	10	Attestations de référence des projets réalisés
	- Nombre d'attestations de référence des projets réalisés avec un montant d'au moins de 50% de l'estimation du cout de la présente prestation = 5	6	
	- Nombre d'attestations de référence des projets réalisés avec un montant d'au moins de 50% de l'estimation du cout de la présente prestation < 5	4	



Critères		Note à attribuer	Support d'évaluation
Nombre de projets (/10)	- Nombre de projets menés d'analyse d'impact dans le secteur de la formation > 5	10	Attestations des projets relatifs à l'analyse d'impact dans le secteur de la formation
	- Nombre de projets menés d'analyse d'impact dans le secteur de la formation = 5	6	
	- Nombre de projets menés d'analyse d'impact dans le secteur de la formation < 5	4	
N1/65			

**Qualification et compétences de l'expert désigné chef de projet de la réalisation du Projet (N<sub>2</sub>/20) :**

Critères		Note à attribuer	Support d'évaluation
Diplômes (/05)	Diplôme Bac + 5	05	CV signés, copies diplômes et certifications
	Diplôme inférieur	0	
Expérience dans le domaine du conseil et stratégie (/10)	1 point par projet avec une note maximale de 10	10	
Expérience dans la réalisation de mesure d'impact (/05)	1 point par projet avec une note maximale de 5	05	
N <sub>2</sub> /20			

**Qualification et compétences des experts chargés de la réalisation du projet (N<sub>3</sub>/15) :**

Cette qualification sera évaluée en examinant les Curriculum Vitae, les diplômes, les attestations justifiant les expériences spécifiques. Cette évaluation se basera sur les critères suivants, en calculant la note des experts :

Critères		Note à attribuer	Support d'évaluation
Diplômes (/05)	Diplôme Bac + 5	05	CV signés, copies diplômes et certifications
	Diplôme inférieur	0	
Expérience dans la réalisation de mesure d'impact (/05)	1 point par projet avec une note maximale de 5	05	
Expérience dans la réalisation de mesure d'impact (/05)	1 point par projet avec une note maximale de 5	05	
N <sub>3</sub> /15			

- La note technique  $N_t = N_1 + N_2 + N_3$

**NB :**

- Le seuil d'admissibilité des offres techniques est fixé à une note globale  $N_t = 70$  points.
- Le défaut de fourniture de l'ensemble des pièces justificatives requises pour l'évaluation des critères d'admissibilité de l'offre technique, ainsi que des documents relatifs aux ressources humaines mobilisées (effectif et profils, notamment diplômes), entraînera l'écartement automatique de l'offre.

**Important :**

- En plus de l'étude des CV, l'OFPPT se réserve le droit d'organiser un entretien avec les experts proposés pour vérifier leurs qualifications par rapport aux missions, objet de l'intervention.
- Les soumissionnaires s'engagent à présenter lesdits experts à l'OFPPT dans les 15 jours qui suivent sa demande ;
- Les frais de voyage et de séjour des experts convoqués aux entretiens seront à la charge des soumissionnaires ;
- Les titres justificatifs des déplacements et de séjours des Experts doivent être remis à L'OFPPT ;
- Les Experts doivent être tous présents lors de la réunion de démarrage ainsi qu'à toute période où le besoin se fera sentir.

**ARTICLE 21 : SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Selon l'article 6 de l'Arrêté, du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, la signature électronique des pièces et documents s'effectue, à travers le portail des marchés publics, au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

**ARTICLE 22 : RESULTAT**

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres. Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux de l'organisme dont relève le maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours au moins.

<b>LE SOUMISSIONNAIRE</b> <u>Lu et accepté</u>	<b>Le maître d'ouvrage</b> <b>Directrice de la Formation</b>  Souad ELLOUZI  Directeur de la Formation
---	---

## Annexe N°01 MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

### ACTE D'ENGAGEMENT

#### **A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Appel d'offres ouvert national sur offres des prix n°...../2025 du .....

#### **Objet : Mesure d'impact du Semestre 5 sur les trajectoires post-formation des lauréats**

Passé en application de l'article 19 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics.

#### **B - Partie réservée au concurrent**

##### **Pour les personnes physiques : (3)**

Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité) (1)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, (1)

Adresse du domicile élu : .....

Numéro tél : ..... Adresse électronique : .....

Affilié à (4)..... sous le n° : ..... (2)

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° ..... (2)

n° de patente..... (2)

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : ..... (2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de

##### **Pour les personnes morales (3)**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) (1)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) (1)

au capital de : .....

Adresse du siège social de la société.....

adresse du domicile élu.....

Numéro de tél : .....Fax.....

adresse électronique : .....

Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)

Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de

N° de taxe professionnelle ..... (2)

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2)

##### **Pour les coopératives ou union de coopératives (3)**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative) (1)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives) au capital de:..... (1)

Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives.....

Numéro de tél : ..... Fax .....

adresse électronique : .....

Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)

Inscrite au registre local du coopérative n°..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2)

##### **Pour les auto-entrepreneur :**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom) (1)

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Affiliée à la CNSS sous le n°.....(3)



Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur ..... sous le n°.....(3)

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

-----

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant total hors T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)

Taux de la TVA.....(en pourcentage)

Montant de la T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)

Montant total T.V.A. comprise : .....(en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

Part revenant au membre n° 1: (en lettres et en chiffres)

Part revenant au membre n° 2: (en lettres et en chiffres)

Part revenant au membre n° n: (en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (À la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (5) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) (5) à.....(1) (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro..... (6)

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)

ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement».

(2) pour les concurrents non installés au Maroc préciser la référence des documents équivalents ;

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(5) Supprimer la mention inutile.

(6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions

**Annexe N°02**  
**MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR**

**DECLARATION SUR L'HONNEUR (\*)**

Appel d'offres ouvert national sur offres des prix n°...../2025 du .....

**Objet : Mesure d'impact du Semestre 5 sur les trajectoires post-formation des lauréats**

**Pour les personnes physiques**

Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu : .....

Numéro tél : ..... Adresse électronique : .....

Affilié à .....(4) sous le n° : ..... (1)

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° ..... (1) n° de patente..... (1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6) (RIB), ouvert auprès de .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les personnes morales**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de : .....

Adresse du siège social de la société.....

adresse du domicile élu.....

Numéro de tél : ..... Fax .....

adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(1)

Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(1)

N° de patente.....(1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(1)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les coopératives ou union de coopératives**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative)

Agissant au nom et pour le compte de.....Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives) au capital de : .....

Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives.....

Numéro de tél : ..... Fax .....

adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrite au registre local du coopérative n°..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les auto-entrepreneur :**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom)

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur ..... sous le n°.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Cas des établissements publics :**

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (dénomination de l'établissement).

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Adresse du siège: .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrit au registre du commerce de(7).....(localité) sous le n°.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle sous le numéro (8): .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise (8) : .....

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(5) numéro(6): .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**- Déclare sur l'honneur :**

- M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- Que je remplie les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) et fixant les conditions et les formes de passation des marchés publics ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;
- Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 151 du décret précité ;
  - Que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
  - À confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)
  - M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
  - M'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
  - Atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
  - Atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt.
  - Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature tel que prévu à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics .
  - Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics , relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

À supprimer le cas échéant.

Lorsque le CPS le prévoit.

Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**  
**(C. P. S.)**

.....

**SOMMAIRE**

ARTICLE N° 01 : OBJET DU MARCHE ET MODE DE PASSATION

ARTICLE N°02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE N°03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

ARTICLE N°04 : NATURE DES PRIX

ARTICLE N°0 5 : CARACTERE DES PRIX

ARTICLE N° 06 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

ARTICLE N° 07 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE N° 08 : PENALITES DE RETARD

ARTICLE N° 09 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

ARTICLE N° 13 : MODALITES ET DELAI DE PAIEMENT

ARTICLE N° 14 : BREVETS

ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

ARTICLE N° 21 : MOYENS

ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT

ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE N° 26 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCEAU TITRE DU MARCHE

ARTICLE N° 27 : MESURES CORRECTIVE

ARTICLE N° 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

ARTICLE 29 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES****Marché n° ..... / 2025**

Passé en application de l'article 19 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

d'une part : .....

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL  
(O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part : .....

La société : .....

- Titulaire du compte ..... (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à ..... (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société : .....

- Adresse du domicile élu : .....

- Affiliée à la CNSS sous le n° : .....

- Inscrite au registre de commerce de ..... (localité) sous le n° : .....

- Patente n° : .....

- N° d'identification fiscale

- n° de l'identifiant Commun de l'Entreprise : .....

- Représentée par :

Monsieur .....

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,



## **ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet d'effectuer un **Mesure d'impact du Semestre 5 sur les trajectoires post-formation des lauréats.**

Il est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa a) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du décret des marchés publics.

## **ARTICLE 02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales (y compris le cahier des spécifications techniques),
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- L'offre technique du titulaire,
- 5- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

## **ARTICLE 03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- 1- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- 2- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- 3- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
- 4- Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- 5- Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 6- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- 7- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
- 8- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- 9- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS ;
- 10- L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

## **ARTICLE 04 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

**ARTICLE 05 : CARACTERE DES PRIX**

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

**ARTICLE N°06 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT**

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

**ARTICLE 07 : DELAI D'EXECUTION**

Le délai d'exécution du marché est fixé à **quinze semaines (15 semaines)** calendaires hors le mois d'août. Il prend effet dès le lendemain de la notification de l'ordre de service du commencement du projet. Ce délai ne prend pas en compte les délais que se réserve l'Office pour la validation des différents rapports et qui ne peut excéder un mois pour chaque phase.

**ARTICLE N°08 : PENALITES DE RETARD**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard à partir de la date de notification par courrier électronique, calculé sur la base du montant **initial du marché**, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services. L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG.

**ARTICLE N°09 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC**

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10%), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

**ARTICLE N°10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : **6592 DH**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n°2-22-431 du Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial maximum du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3)

mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

## **ARTICLE N°11 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE**

### **1. Réception provisoire :**

Les différentes prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

L'OFPPT se réserve un délai d'un mois pour examiner chaque document provisoire, défini dans les termes de références, produit par le titulaire et formuler les remarques éventuelles. Ces remarques seront notifiées au titulaire pour lui permettre de procéder aux corrections nécessaires.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (07) jours pour répondre aux observations formulées par l'OFPPT et produire le document final.

D'autre part, un projet de rapport final sera soumis à l'OFPPT, qui se réserve un délai de (15) quinze jours pour l'examiner et autoriser son édition définitive avec ou sans modification.

La réception provisoire est prononcée dès la réception des différents livrables demandés validés et acceptés par l'Office.

**NB :** Ces divers délais ne sont pas inclus dans le délai contractuel d'exécution du Marché.

### **2. Réception définitive :**

Au vu de la nature des prestations du présent marché, les réceptions provisoire et définitive seront confondues et la réception définitive sera prononcée dès validation et acceptation de toutes les prestations prévues incombant au titulaire.

## **ARTICLE 12 : MODE ET DELAI DE REGLEMENT**

### **A. Mode de règlement :**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées après service fait et par application des prix unitaires définis et établis pour chaque prix par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Les règlements de la prestation seront échelonnés de la manière suivante : 70% à la validation de chaque phase, tandis que les 30% restants seront libérés après la validation finale du projet. Ce processus de rémunération pour chaque étape de l'assistance technique sera conforme aux détails fournis dans le tableau ci-dessous :

Phases du projet	Livrables attendus	Unité de compte	Quantité	Délai d'exécution en semaine	Paiement
<b>Phase 1 : Cadrage et alignement méthodologique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Note méthodologique complète (structure, échantillonnage, outils, procédures de contrôle qualité).</li> <li>✓ Questionnaire CAPI finalisé et lien de test fonctionnel.</li> <li>✓ Plan de travail et planning consolidé validé.</li> </ul>	JE	8	2	Après validation des livrables de la phase 1 du projet
<b>Phase 2 : Administration du questionnaire et tableaux de sortie</b>	✓ Administration du questionnaire et saisie automatisée	Lauréats	3142	3	Après validation des livrables de la phase 3 du projet
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Base de données apurée (formats Excel et SPSS) avec code-book complet.</li> <li>✓ Tableaux de sortie bruts (descriptifs et croisés).</li> <li>✓ Rapport de terrain détaillant les conditions de déroulement des enquêtes, les taux de réponse et les éventuels écarts constatés.</li> </ul>	JE	10	6	Après validation des livrables de la phase 3 du projet
<b>Phase 3 : Analyse des résultats et</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport d'analyse complet (global et par secteur).</li> <li>✓ Rapport de synthèse – Recommandations et plan d'action.</li> </ul>	JE	20	4	Après validation des livrables de la phase 3 du projet

<b>rédaction des rapports</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentation PPT de restitution.</li> <li>✓ Supports numériques contenant toutes les bases de données, rapports et graphiques.</li> </ul>				
<b>Phase 4 : Edition des rapports et USB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport d'analyse</li> <li>✓ Rapport de synthèse</li> <li>✓ Rapport des tableaux de sortie bruts</li> <li>✓ Livrables en support numériques – clé USB</li> </ul>	Unité	10 10 10 2	-	Après validation des livrables de la phase 4 du projet

### B. Délai de règlement :

En application de l'article 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 120 jours à compter de la date du service fait (réception).

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre de la loi n°69-21 précitée.

### ARTICLE N°13 : MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire adressera à l'OFPPT les factures en cinq exemplaires portant le cachet et la signature du titulaire du marché pour les prestations réalisées.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

### ARTICLE N°14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPPT contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet d'une marque commerciale ou des droits de création.

En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de services ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

### ARTICLE N°15 : SOUS TRAITANCE

Le corps d'état principal ne pouvant faire l'objet de sous-traitance couvre l'ensemble des prestations.

### ARTICLE N°16 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

### ARTICLE N°17 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

### ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

### ARTICLE N°19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

**ARTICLE N°20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF**

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

**ARTICLE N°21 : MOYENS**

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humaines qualifiées, logistique, restauration de son personnel, outils ...etc).

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

- 1- Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements
- 2- Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du marché.

**ARTICLE N°22 : NANTISSEMENT**

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

**ARTICLE N°23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

**ARTICLE N°24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS**

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-EMO).

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

**ARTICLE N°25 : RESILIATION DU MARCHE**

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) et le règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014).



**ARTICLE N°26 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE**

Conformément au décret 2-14-272 du 14 rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché n'a droit à aucune avance.

**ARTICLE N°27 : MESURES CŒRCITIVES**

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014) seront appliquées.

**ARTICLE N°28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS**


Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

**ARTICLE 29 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL**

Les marchés de travaux et de services autres que les études doivent contenir une clause en vertu de laquelle le titulaire du marché s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché. Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations. Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	 Souad ELLOUZI Directeur de la Formation

**CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES  
(C. S. T.)**

.....





**SOMMAIRE**

Contexte général

Consistance de l'assistance technique

Cadre de l'intervention

Déroulement de l'intervention

**ANNEXES**

Annexe N°01 : Bordereau des prix / Détail estimatif

Annexe N°02 : Modèle de curriculum vitae

## 1. Contexte général

Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route pour le développement de la formation professionnelle, une nouvelle architecture du dispositif de formation a été instaurée à travers l'introduction du 5<sup>ème</sup> semestre. Ce dispositif a pour objectif de renforcer l'employabilité des lauréats à travers le développement ciblé de leurs compétences comportementales (soft skills) et de leur préparation à l'insertion professionnelle.

Il constitue une phase de consolidation et de perfectionnement visant à compléter leur formation technique par des modules axés sur la communication, le leadership, la créativité, la gestion du stress, la résolution de problèmes et la culture entrepreneuriale.

Ainsi, le 5<sup>e</sup> semestre vise à doter les lauréats d'un socle de compétences comportementales et professionnelles qui favorise leur insertion durable dans le marché du travail et leur progression dans les métiers des services, de la gestion et du tourisme.

### Objectifs de l'enquête

L'objectif de cette analyse est d'évaluer la pertinence et l'impact du dispositif du 5<sup>e</sup> semestre sur l'insertion professionnelle et le développement des compétences des lauréats des filières Gestion & Commerce et THR. Elle portera exclusivement sur les promotions de lauréats concernées par ce nouveau dispositif, afin de :

- Mesurer l'apport du 5<sup>ème</sup> semestre sur la consolidation des compétences personnelles et professionnelles des lauréats ;
- Analyser l'adéquation entre les compétences acquises et les exigences du marché de travail ;
- Identifier les axes d'amélioration du dispositif sur les plans pédagogique, organisationnel et partenarial ;
- Formuler des recommandations opérationnelles pour renforcer la valeur ajoutée de cette période post-formation dans la trajectoire d'insertion des lauréats.

Le recensement et l'analyse des trajectoires seront complétées par une analyse SWOT détaillée, permettant d'identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces concernant l'insertion professionnelle des jeunes lauréats du Semestre 5. Enfin, des propositions concrètes seront formulées dans le cadre d'un plan d'action visant à optimiser le dispositif du Semestre 5.

## 2. Consistance de l'assistance technique :

Le déroulement du projet se divise en trois phases distinctes :

**Phase I :** Cadrage et alignement méthodologique;

**Phase II :** Administration du questionnaire et tableaux de sortie ;

**Phase III :** Analyse des résultats et rédaction des rapports.

Ces délais ne prennent pas en compte les délais que se réserve l'Office pour la validation des différents rapports et qui ne peut excéder un mois pour chaque phase.

Le lancement des travaux de la présente étude devra être précédée par une note de cadrage détaillée à présenter par le consultant.

### **PHASE I : Cadrage et alignement méthodologique**

Dans cette phase initiale, l'objectif est de poser les fondements méthodologiques du projet, de garantir la cohérence scientifique de la démarche et d'assurer la représentativité statistique de l'échantillon retenu.

Cette phase préliminaire a pour objectif d'assurer la compréhension du contexte du dispositif et la définition des orientations méthodologiques du projet.

### Travaux à réaliser :

- Revue documentaire et cadrage du dispositif :
  - Analyse des données disponibles sur les lauréats du Semestre 5 (effectifs, secteur, filières, répartition par région, genre ..).

- Revue des rapports et documents de suivi disponibles.
- Clarification des objectifs opérationnels du projet et des attentes du maître d'ouvrage.
- **Élaboration de la méthodologie d'étude :**
  - Conception du plan d'échantillonnage à partir de la population mère (22400 lauréats).
  - Calcul de l'échantillon représentatif sur la base d'un niveau de confiance de 95% et d'une marge d'erreur maximum de 2% pour l'échantillon global et 5% pour l'échantillon par région.
  - Stratification obligatoire par région, genre, type de formation, secteur et filière, avec possibilité d'affiner selon les besoins d'analyse.
  - Définition des outils de collecte (questionnaire CAPI, guide de codification, grilles de vérification).
- **Élaboration et test du questionnaire :**
  - Conception du questionnaire CAPI en concertation avec l'équipe projet de l'OFPPT.
  - Intégration de modules thématiques (situation professionnelle, adéquation formation/emploi, satisfaction, perception de l'impact, difficultés d'insertion).
  - Test de la solution CAPI sur un échantillon restreint avant validation définitive.
- **Validation du dispositif :**
  - Présentation d'une note méthodologique détaillée comprenant : objectifs, méthode d'échantillonnage, outils de collecte, calendrier et livrables.
  - Ajustement selon les remarques du maître d'ouvrage.

#### **Livrables attendus :**

- ✓ L01 : Note méthodologique complète (structure, échantillonnage, outils, procédures de contrôle qualité).
- ✓ L02 : Questionnaire CAPI finalisé et lien de test fonctionnel.
- ✓ L03 : Plan de travail et planning consolidé validé.

Le rapport sera fourni au maître d'ouvrage dans une chemise cartonnée à élastique en nombre d'exemplaires suivants :

- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions provisoires ;
- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions définitives.

#### **PHASE II : Administration du questionnaire et tableaux de sortie**

Cette phase consiste à déployer la collecte des données auprès de l'échantillon retenu, en assurant la fiabilité, la qualité et la complétude des informations recueillies. Elle constitue le cœur opérationnel du projet et doit être conduite selon les standards méthodologiques définis dans la phase précédente.

#### **Travaux à réaliser :**

- **Préparation de la collecte :**
  - Formation des enquêteurs et mise à disposition du guide d'enquête CAPI.
  - Vérification et enrichissement des bases de contacts en coordination avec les services régionaux de l'OFPPT.
  - Lancement du dispositif de suivi quotidien de l'avancement des enquêtes.
- **Administration du questionnaire :**
  - Réalisation des enquêtes auprès des lauréats sélectionnés selon l'échantillonnage validé.
  - Administration par méthode CAPI (Computer-Assisted Personal Interviewing) afin d'assurer la traçabilité et la qualité des données.
  - Supervision, contrôle qualité et relances pour atteindre les quotas fixés dans chaque strate.
- **Apurement et traitement des données :**

- Contrôle et nettoyage des bases (cohérence, doublons, valeurs manquantes).
- Codification thématique des réponses ouvertes.
- Production des premiers tableaux statistiques descriptifs (tris à plat).
- Production des tableaux de sortie :
  - Réalisation de tris croisés selon les critères de stratification : région, genre, filière, secteur, type de formation.
  - Élaboration des tableaux de synthèse consolidés et par région.
  - Préparation des fichiers d'analyse (Excel et SPSS).

#### **Livrables attendus :**

- ✓ L04 : Base de données apurée (formats Excel et SPSS) avec code-book complet.
- ✓ L05 : Tableaux de sortie bruts (descriptifs et croisés).
- ✓ L06 : Rapport de terrain détaillant les conditions de déroulement des enquêtes, les taux de réponse et les éventuels écarts constatés.

Le rapport sera fourni au maître d'ouvrage dans une chemise cartonnée à élastique en nombre d'exemplaires suivants :

- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions provisoires ;
- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions définitives.

#### **PHASE III : Analyse des résultats et rédaction des rapports**

Cette phase finale vise à interpréter les résultats, à identifier les enseignements clés et à formuler des recommandations opérationnelles destinées à renforcer la performance et la durabilité du dispositif du semestre 5.

#### **Travaux à réaliser :**

- Analyse statistique et interprétation des résultats :
  - Traitement approfondi des données quantitatives issues de la phase précédente.
  - Analyses descriptives, croisées et multivariées selon les variables sociodémographiques et régionales.
  - Identification des principales tendances, corrélations et écarts entre les profils de lauréats.
- Élaboration d'une analyse SWOT :
  - Identification des forces (taux d'emploi, pertinence de la formation, satisfaction), des faiblesses (écarts de compétences, freins à l'insertion), des opportunités (secteurs porteurs, nouveaux partenariats) et des menaces (déséquilibres territoriaux, contraintes structurelles).
- Rédaction des rapports :
  - Rapport analytique consolidé présentant les résultats détaillés, les analyses par région, par secteur et les comparaisons inter-strates.
  - Rapport de synthèse incluant les principaux enseignements, la SWOT et les recommandations stratégiques.
  - Élaboration d'un plan d'action d'amélioration précisant les priorités, les responsables, les échéances et les indicateurs de suivi.
- Restitution et validation :
  - Présentation PowerPoint de synthèse des résultats au comité de pilotage.
  - Ajustements et intégration des remarques pour la version finale du rapport.

### Livrables attendus :

- ✓ L07 : Rapport d'analyse complet (global, région et secteur).
- ✓ L08 : Rapport de synthèse – Recommandations et plan d'action.
- ✓ L09 : Présentation PPT de restitution.
- ✓ Supports numériques contenant toutes les bases de données, rapports et graphiques.

Le rapport sera fourni au maître d'ouvrage dans une chemise cartonnée à élastique en nombre d'exemplaires suivants:

- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions provisoires ;
- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions définitives.

### 3. Cadre de l'intervention :

L'intervention, objet de ce projet, est domiciliée au sein de la Direction de la Formation (DF) à Casablanca.

### 4. Déroulement de l'intervention :

#### ➤ Méthode d'intervention :

Les soumissionnaires proposent leurs méthodes pour atteindre les objectifs et obtenir les résultats demandés. L'OFPPT attend des soumissionnaires l'indication de leur parfaite compréhension des contraintes liées à la mise en œuvre du projet et de la définition de leurs modes d'approche et de traitement.

L'offre doit présenter les CV des experts selon le modèle en **Annexe N°02**.

Le soumissionnaire est tenu de préciser dans son offre **les activités à réaliser par les experts internationaux en dehors du Maroc**, ainsi que les durées et le planning de réalisation desdites activités.

Toute offre ne présentant pas de CV au format de l'Annexe N°02 sera rejetée.

#### ➤ Moyens à mettre en œuvre :

Pour mener à bien sa mission, le contractant s'engage à :

- Prendre en charge les frais liés à toute affectation, déplacement, équipement ou remplacement de personnel, ainsi que sa documentation.
- Mettre à disposition de la Direction de Formation les supports en papier et numériques en clé USB après validation de chaque livrable et après chaque formation (Les documents devraient être imprimés sur du papier de qualité supérieure, garantissant une durabilité et une lisibilité optimales).

#### ➤ Langue utilisée :

La langue utilisée durant l'intervention, tant dans les rapports oraux que dans les documents écrits, entre les responsables et agents de l'OFPPT et ceux du contractant sera la langue française.

#### ➤ Composition de l'équipe :

Le prestataire devra avoir toutes les capacités et les compétences requises, ainsi qu'une expérience prouvée dans les différents domaines demandés pour assurer la mission telle que définie dans les termes de référence. A cet effet, l'équipe devra comporter, au moins, les profils suivants :

- **Un chef de projet**, Le chef de projet doit posséder (i) au minimum 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du conseil et de la stratégie, (ii) des compétences en conduite d'enquêtes statistiques ainsi que des connaissances de base en formation professionnelle (iii), et fournir la preuve d'au moins une expérience professionnelle au Maroc ;
- **Un Expert Statisticien économiste** d'au moins 07 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des études économiques, analyse sectoriel, analyse stratégique, etc. et justifier d'au moins une expérience au Maroc ;

En cas de désistement d'un membre de l'équipe du titulaire, le consultant est tenu d'informer le maître d'ouvrage à cet effet et proposer un remplacement du profil en question pour validation du maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage, pour des raisons valables, n'est pas satisfait de la performance du personnel, le prestataire doit fournir un remplaçant de même profil avec document à l'appréciation (CV) et le soumettre à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Le prestataire ne pourra soumettre aucune demande de paiement au titre des coûts supplémentaires résultant du retrait ou remplacement du personnel.

➤ **Concertation et suivi :**

Il sera institué un Comité de pilotage du projet dont la mission est de veiller sur le pilotage de la mise en œuvre du projet. Ce Comité, se réunira une fois par mois et à chaque fois que nécessaire.

➤ **Livrables attendus :**

A l'issue de chaque phase de cette étude, le prestataire doit fournir deux livrables en versions provisoires et définitives. Les livrables définitives sont élaborés en prenant en considération les remarques et suggestions du comité de suivi.

Tous les documents sont à fournir sur un support papier de qualité et sur un support numérique sous format PDF ou en format transcritible (\*.doc ou \*.ppt ou \*.xlsx ou \*.sav en plus des fichiers audios enregistrés) sur clé USB ou disque dur externe.

Ils seront fournis au maître d'ouvrage dans des chemises cartonnées à élastique en nombre d'exemplaires suivants :

- ✓ **05 (cinq) exemplaires avec USB pour les éditions provisoires ;**
- ✓ **05 (cinq) exemplaires avec USB pour les éditions définitives.**

**ANNEXE N°02 : Modèle de curriculum vitae**

**Rôle proposé dans le projet :**

Nom de famille :  
Prénom (s) :  
Date de naissance :  
Nationalité :  
Etat civil :  
Diplômes :

Institution	Date de début- Date de fin	Titre (s) ou Diplôme (s) :	obtenu (s)

Connaissances linguistiques : Indiquer les connaissances sur une échelle de 1 à 5.  
(1-niveau excellent ; 5-niveau rudimentaire)

Langue :	Lu :	Parlé :	Ecrit:

Appartenance à un organisme professionnel :  
Autres compétences : (par exemple, connaissances informatiques, etc.)  
Situation présente :  
Année d'ancienneté auprès de l'employeur :  
Qualifications principales : (pertinentes pour le projet)

**Expériences spécifiques :**

Expérience dans des projets similaires	Pays	Date de début- Date de fin	Contenu	Entreprise

\* : à cocher

**Expériences professionnelles :**

De (date à date)	Lieu	Entreprise	Fonction

Autres informations utiles (par exemple, publications)



**ANNEXE N°01** : Bordereau des prix / Détail estimatif

Prix n°	Désignation des prestations	Unité de compte	Quantité (a)	Prix Unitaire (hors TVA) (b)	Prix Total (hors TVA) (a)x(b)
1	<b>Phase 1 : Cadrage et alignement méthodologique</b>				
1.1	Méthodologie d'étude	Jour Expert	5		
1.2	Elaboration du questionnaire CAPI	Jour Expert	3		
2	<b>Phase 2 : Administration du questionnaire &amp; TB de sortie</b>				
2.1	Administration du questionnaire & Saisie automatisée	Questionnaire	3142		
2.2	Apurement, Traitement des données et Edition des Tableaux de sortie	Jour Expert	10		
3	<b>Phase 3 : Analyse des résultats et rédaction des rapports</b>				
3.1	Analyse des résultats et rédaction du rapport consolidé	Jour Expert	10		
3.2	Rapport de synthèse : SWOT, recommandations et plan d'action d'amélioration	Jour Expert	7		
3.3	Présentation de synthèse des résultats	Jour Expert	3		
4	<b>Phase 4 : Edition des rapports &amp; USB</b>				
4.1	Rapport d'analyse	U	10		
4.3	Rapport de synthèse - Recommandations et plan d'action	U	10		
4.4	Rapport des tableaux de sortie bruts	U	10		
4.5	Livrables en support numérique - Clé USB	U	2		
Total Hors TVA					
TVA (Taux 20%)					
<b>TOTAL (Toutes Taxes Comprises TTC)</b>					

Fait à.....le .....  
Signature et cachet du (concurrent)